



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Changement climatique

Question au Gouvernement n° 1595

Texte de la question

CHANGEMENT CLIMATIQUE

Mme la présidente . La parole est à M. Sébastien Peytavie.

M. Sébastien Peytavie . À Angers, 34 °C ; à Brest, 33 °C ; en Dordogne, 35 °C. Ce week-end, la température a atteint 60 °C dans certains wagons. Sept décès tragiques sont déjà survenus. Jamais nous n'avions connu une vigilance canicule aussi précoce – chaque année, nous battons des records.

Loin d'être anecdotique, cet ovni climatique illustre l'impréparation de notre pays face au dérèglement climatique. (*Applaudissements sur les bancs du groupe EcoS et sur quelques bancs du groupe SOC.*) Or qui en sont les premières victimes ? Ce sont celles et ceux qui travaillent dehors, dans des conditions potentiellement mortelles – les travailleurs du bâtiment, du monde agricole et de la voie publique.

M. Benjamin Lucas-Lundy . Eh oui !

M. Sébastien Peytavie . Ce sont les élèves qui passent leur bac dans des salles à 35 °C.

M. Benjamin Lucas-Lundy . Exactement !

M. Sébastien Peytavie . Ce sont les personnes âgées et handicapées, ainsi que le personnel soignant, qui souffrent dans des établissements mal isolés. Ce sont les deux tiers des habitants des logements sociaux surbâtonnés.

Alors que le capitalisme effréné a rendu cette planète de moins en moins habitable, par quoi répondez-vous ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe EcoS.*) Par un projet de loi agricole qui va permettre à une minorité d'accaparer l'eau au détriment des autres ;...

M. Benjamin Lucas-Lundy . Quelle honte !

M. Sébastien Peytaviepar le démantèlement de l'Ademe – agence précisément chargée d'organiser notre résilience ;...

M. Benjamin Lucas-Lundy . Scandaleux !

M. Sébastien Peytavieet par la remise de taudis sur le marché de la location.

Que la population l'entende aujourd'hui : tout responsable politique qui prétend lutter contre le dérèglement climatique en encourageant les mégabassines ou l'élevage industriel est irresponsable. (*Applaudissements sur les bancs du groupe EcoS.*)

Pendant que le gouvernement espagnol prévoit un congé climatique pour que les travailleurs n'aient plus à choisir entre perdre leur salaire ou risquer leur vie, vous multipliez les politiques au service des pollueurs.

Cela fait dix ans que vous êtes au pouvoir, et voilà plus de trente que les scientifiques nous alertent. Oui, il y a de quoi être en colère – quand on doit répéter, encore et encore, les alertes des scientifiques.

Le temps des guides de bonnes pratiques est révolu. Quand les classes surchauffées, les personnes âgées et les ménages dans des passoires thermiques passeront-ils en priorité ? Surtout, quand allez-vous mettre fin aux mesures populistes et court-termistes, pour que nous puissions vivre sur une planète respirable ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe EcoS. – M. Stéphane Peu applaudit également.)*

Mme la présidente . La parole est à Mme la ministre de la transition écologique, de la biodiversité et des négociations internationales sur le climat et la nature.

Mme Monique Barbut, *ministre de la transition écologique, de la biodiversité et des négociations internationales sur le climat et la nature* . Vous avez raison, monsieur le député, nous vivons une période de réchauffement climatique.

M. Sébastien Peytavie . De dérèglement climatique !

Mme Monique Barbut, *ministre* . Nous vivons une période de dérèglement climatique. Comme vous le savez cependant, toute seule, la France ne peut y changer quoi que ce soit. *(Vives exclamations sur les bancs du groupe EcoS.)*

M. Benjamin Lucas-Lundy . À quoi servez-vous ?

Mme Marie-Charlotte Garin . De quoi êtes-vous ministre ?

Mme Monique Barbut, *ministre* . La France fait sa part !

M. Damien Girard . Vous ne pouvez pas dire ça !

Mme Monique Barbut, *ministre* . Sa part dans les émissions mondiales a largement baissé depuis vingt ans !

M. Benjamin Lucas-Lundy . Partez donc en vacances, alors !

Mme Monique Barbut, *ministre* . Pour s'attaquer à la cause du dérèglement climatique, comme vous dites, il faut agir en France, mais aussi hors de France ; surtout, comme vous l'avez également suggéré, il nous faut nous adapter.

Mme Christine Arrighi . Qui peut s'adapter à 50 °C ?

Mme Monique Barbut, *ministre* . Quoi qu'il arrive, quels que soient les efforts que nous ferons en matière de décarbonation, la France, à elle seule, ne pourra jamais enrayer la hausse des températures mondiales. *(M. René Lioret applaudit.)* Il nous faut donc nous adapter.

M. Benjamin Lucas-Lundy . Il faut que le gouvernement s'adapte !

Mme Monique Barbut, *ministre* . Vous m'excuserez de rappeler que nous avons commencé à prendre sur ce sujet un certain nombre de mesures, que j'ai pour partie évoquées tout à l'heure. *(Exclamations sur les bancs EcoS.)*

M. Benjamin Lucas-Lundy . Vous avez des enfants dans une classe à 40 °C ?

Mme Monique Barbut, *ministre* . Notre pays, par exemple, est le seul au monde à avoir indiqué une trajectoire

d'adaptation : cette décision n'est pas seulement théorique, mais elle sera suivie de conséquences.

M. Benjamin Lucas-Lundy. Un jour, peut-être !

Mme Monique Barbut, ministre. Tous les financements du secteur public devront tenir compte de cette trajectoire pour leurs investissements à venir : c'est considérable.

M. Benjamin Lucas-Lundy. Dix ans que vous êtes au pouvoir !

Mme Monique Barbut, ministre. Nous avons par ailleurs décidé de mettre la moitié du fonds Vert à disposition des collectivités qui font des efforts en ce sens.

Mme Marie Pochon. Il n'y a plus d'argent dans le fonds Vert !

M. Benjamin Lucas-Lundy. C'est la moitié du verre à moitié vide !

Mme Monique Barbut, ministre. L'Ademe, vous avez raison, est un de nos opérateurs privilégiés et il gère à ce titre un fonds Chaleur. *(M. René Lioret applaudit.)*

M. Benjamin Lucas-Lundy. Quelle honte !

Données clés

Auteur : [M. Sébastien Peytavie](#)

Circonscription : Dordogne (4^e circonscription) - Écologiste et Social

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1595

Rubrique : Climat

Ministère interrogé : Transition écologique, biodiversité et négociations internationales

Ministère attributaire : Transition écologique, biodiversité et négociations internationales

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 27 mai 2026

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 27 mai 2026